

vement—qui est en somme le gros danger actuel,—n'ont pu se faire accepter par le suffrage restreint. Ceci donne confiance au parti modéré et assure le sort—nous ne savons pour quelle durée—du ministère Méline.

Il y a évidemment un peu de tolérance au point de vue de la guerre anti-religieuse faite depuis si longtemps. On signale certains actes qui paraissent être dans cet *esprit nouveau*, depuis si longtemps désiré et qui a tant de peine à prendre le dessus. C'est ainsi qu'à l'occasion de la mort du Frère Joseph, supérieur général des frères des Ecoles chrétiennes, le gouvernement a fait transmettre à cette communauté les sentiments de condoléance du Président Faure. C'est ainsi qu'à l'occasion du premier de l'an, le cardinal Richard avait été spécialement invité à faire partie des dignitaires appelés à présenter au chef de l'Etat les vœux habituels, ce qui n'était plus dans la tradition. Mais cependant les mesures vexatoires, les procès contre les communautés à propos de la taxe d'abonnement se poursuivent sans relâche. Tous ces faits contradictoires n'ont rien de digne et de sérieux et ne forment qu'un faisceau d'actes incohérents où il est presque impossible de se reconnaître. C'est là le grand malheur de la situation actuelle en France.

\* \* \*

\* \* Cuba.—Le général Weyler continue la pacification de l'île, s'il faut du moins en croire les dépêches de Madrid.—Il paraît certain cependant que plusieurs provinces de l'île sont tranquilles et ceci coïncide, affirme-t-on, avec la situation difficile au point de vue pécuniaire dans laquelle se trouve le comité de recrutement de New-York. Maintenant qu'y a-t-il de vrai dans la dépêche que nous signalions au dernier bulletin ? Il est très difficile de le dire. On nie le fait à Madrid. On le répète à Washington. La vérité, c'est que des deux parts on voudrait bien arriver à faire une cote mal taillée et à sortir de l'impasse où l'on est, sans trop brusquer le dénouement. Cuba a besoin de réformes. On voudrait en faire à Madrid. Mais on craint de paraître céder à la pression des américains. A un autre point de vue, les américains redoutent les conséquences d'une application trop rigoureuse de la doctrine Monroe qui pourrait être mal vue des puissances Européennes, surtout de celles possédant des colonies, voisines de Cuba. Il y a là matière à réflexion. Aussi on n'est pas trop pressé d'agir. Et très probablement on attendra avant de prendre une décision. C'est bien là—croyons-nous—le parti auquel on s'arrêtera.

\* \* \*

\* \* Madagascar.—On affirme que le général Gallieni, chargé de diriger les opérations en l'île de Madagascar, est parvenu à rendre un peu de confiance aux colons en réprimant les brigandages des populations qui se révoltaient. On a construit des routes et fait respecter les voies principales qui conduisent à Tannanarive de Tamatave et de Majunga.